



### Conférence thématique :

## La mobilité internationale des jeunes : quels impacts sur les territoires et les parcours de vie ?

Mardi 10 octobre 2017, de 16h15 à 17h30

### Animation :

Lucie Morillon, Directrice du pôle Etudes, Communication, Plaidoyer, France Volontaires

### Mot d'accueil et introduction :

Geneviève Sevrin, Directrice générale de Cités Unies France

### Intervenants :

- **Léonore Moncond'Huy**, Conseillère régionale déléguée à la Vie associative et au Service civique, Région Nouvelle Aquitaine
- **Cédric le Bris**, Directeur délégué d'« Yvelines coopération internationale et au développement », Conseil départemental des Yvelines
- **Lou Maijouis**, France Volontaires
- **Célia Ruiz**, France Volontaires
- **Agoda Edem**, Directeur des opérations de l'Agence nationale du volontariat togolais
- **Bruno de Revers**, Coordinateur du pôle Développement, F3E

### Geneviève Sevrin, Directrice générale de Cités Unies France :

Je souhaite remettre en perspective le groupe thématique Jeunesse de Cités Unies France. Un certain nombre de priorités ont dû être mises en place cette année, avec moins de personnes disponibles. Le groupe thématique Jeunesse en a un peu souffert. Cependant, les enjeux de la jeunesse à l'international sont prioritaires, notre Président, Roland Ries, a réitéré cette conviction. Ces enjeux infusent l'ensemble des actions de Cités Unies France.

La question de la mobilisation de la jeunesse en France et à l'international est un sujet essentiel. Il faut faire de nos jeunes des citoyens éclairés, s'inscrivant dans une vision du monde la plus juste possible. Cités Unies France n'a pas vocation à faire « à la place de », nous sommes des ensembliers, nous sommes ici pour créer des synergies.

La Région Nouvelle Aquitaine, le Conseil départemental des Yvelines, France Volontaires, ainsi que des missions locales, animeront la séance d'aujourd'hui. Nous souhaitons que l'expérience des territoires en France puisse être mieux mise en perspective et qu'on puisse repenser la jeunesse à l'international au-delà de la mobilité au sens strict du terme.

### **Lucie Morillon :**

Merci pour ces propos introductifs. Je souhaiterais dire quelques mots en tant que représentante de France Volontaires. Cette structure réunit les pouvoirs publics et les acteurs associatifs dans le but de promouvoir et développer les engagements volontaires à l'international. France Volontaires est un opérateur du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) et membre fondateur de l'agence Service Civique. Nous nous appuyons sur nos antennes en France, en Nouvelle Calédonie et à la Réunion, et nous avons des « espaces volontariats » dans une vingtaine de pays. Nous travaillons beaucoup avec les collectivités territoriales.

Concernant cette conférence, l'avenir de la jeunesse est posé comme un enjeu de nos territoires. Les dispositifs de mobilité à l'international s'inscrivent dans le cadre des politiques 'jeunesse' ou 'internationales'. Un volontariat, une expérience à l'international, sont aujourd'hui fortement valorisées par les recruteurs. Cette mobilité peut encore prendre plus d'ampleur, notamment grâce aux collectivités territoriales. Nous allons parler de l'impact de cette mobilité.

Nous sommes aujourd'hui dans un contexte qui met l'accent sur la redevabilité. Cette conférence propose de partager des initiatives développées autour des projets, et nous allons également réinterroger le rôle des collectivités.

Deux jeunes collègues qui ont été impliquées dans un projet de mobilité internationale vont avoir la parole. Elles sont allées en Equateur dans le cadre d'un projet pilote, réalisé avec France Volontaires et l'UNML (Union Nationale des Missions Locales).

### **Célia Ruiz, France Volontaires**

Il y a deux ans, je me suis inscrite en mission locale car j'avais arrêté mes études. Un an après cette inscription, je suis revenue vers eux pour parler de mon projet de partir à l'étranger et, à ce moment là, ils m'ont présenté ce projet avec France Volontaires. Je suis partie en Equateur pour 4 mois, la mission a en tout duré 7 mois. Nous avons eu 1,5 mois de préparation en France. Avant de partir, nous avons eu un Skype avec une tutrice sur place pour définir les tâches de cette mission. Je suis intervenue dans une école spécialisée dans l'accueil des adolescents en situation d'handicap. J'ai pu concilier ma passion musicale avec mon service civique. J'ai participé à l'animation de l'orchestre de l'école, j'ai mis en place plusieurs ateliers. A côté de cette mission à temps plein, j'ai rencontré Lou, elle aussi en mission en Equateur. Nous avons voyagé dans le pays afin de réaliser diverses missions. Nous sommes intervenues, après le tremblement de terre de l'an dernier, dans une ludothèque, nous avons travaillé dans un jardin botanique en

Amazonie, nous avons collaboré avec l'Alliance Française. Ainsi nous avons réellement pu voir un ensemble de projets différents.

**Lucie Morillon :**

Vous êtes parties dans un pays non francophone, cela vous posait des difficultés ?

**Célia Ruiz, France Volontaires :**

Nous avons toutes les deux des bases en espagnol. Grâce à France Volontaires, qui était en partenariat avec l'EAC, une association sur place, nous avons eu des cours d'espagnol pendant deux semaines. Au final, l'apprentissage de la langue s'est fait très rapidement sur place.

**Lucie Morillon :**

Quels sont les effets de cet engagement sur vous ? Pensez-vous que certains projets que vous menez actuellement n'auraient pas eu lieu si vous n'aviez pas vécu cette expérience ?

**Lou Maijout, France Volontaires :**

Lorsque j'étais en Equateur, j'ai travaillé dans une association de défense des droits de femmes, des homosexuels et des transsexuels. C'est un sujet qui me touche toujours, dans lequel j'ai envie de continuer à m'engager. J'ai beaucoup travaillé avec l'Alliance Française sur l'événementiel et la communication. Cette expérience a été très enrichissante et m'a montré que je peux travailler dans les domaines qui me plaisent, même à l'étranger. Cette expérience avait un impact fort sur mon projet professionnel.

Au niveau personnel, nous avons eu un choc culturel à l'arrivée, mais il a été bien plus fort lorsque nous sommes revenues en France. Avec France Volontaires nous avons eu des sessions de formation avant et après le départ. Avant le départ, nous avons dû écrire une lettre à nous-mêmes afin de détailler ce que l'on attendait de nous, détailler nos futurs projets. En ouvrant la lettre au retour, je me suis rendue compte qu'il y avait un fossé avec ce qu'on avait vécu sur place. Cette expérience ne nous a pas complètement changé, mais elle a laissé une grande trace positive.

**Lucie Morillon :**

Madame Gimon, vous avez accompagné une dizaine de jeunes dans un projet civique. Pouvez-vous nous présenter ce projet ?

**Fabienne Gimon, Directrice adjointe de la mission locale de la Saintonge, Saintes, Charentes Maritimes :**

Nous sommes une mission locale accueillant 3000 jeunes que nous suivons chaque année. Nous avons un service de mission à l'international, ce qui n'est pas le cas de toutes les missions locales. Le projet pilote que nous menons avec France Volontaires et l'UNML (Union nationale des Missions Locales) est de faire partir les jeunes en service civique international. Le service civique international est une manière de mettre en œuvre la citoyenneté.

Nous avons mis en place un encadrement avant, pendant et après la mobilité. La partie avant le départ est très importante. Il faut que la préparation réponde aux attentes et aux questions des jeunes. Par exemple, nous avons fait intervenir un médecin auprès d'un groupe qui partait à l'étranger ; on a organisé des ateliers de préparation, des ateliers sur la découverte du pays d'accueil. Plus on prépare les jeunes, mieux ils vivent leur mission à l'étranger.

Durant la mission, il nous apparaît essentiel d'assurer le contact permanent avec eux. Lorsqu'on est à l'étranger, on peut avoir des moments difficiles, il faut donc être en relation avec les référents.

Le troisième volet est le retour. Il doit être fait de manière très qualitative. Il faut pouvoir partager, s'exprimer. Nous avons mis en place un système d'ambassadeurs. Notre public ciblé comprend les jeunes, les élus et les entreprises. Nous avons mis en place des interventions des volontaires dans les lycées, dans les missions locales, dans les conseils municipaux, généraux et régionaux, pour qu'ils expliquent leur mission, partagent leur expérience et valorisent leur travail. Nous aidons les jeunes à bien valoriser sur leur CV *via* leur expérience à l'étranger.

Aujourd'hui, la mission locale peut s'appuyer sur le dispositif du réseau national très encadré et rassurant. Nous avons aussi reçu un soutien financier. Nous avons des jeunes qui sont en recherche d'emploi, des personnes déscolarisées ; l'objectif est de leur donner l'envie de partir à l'étranger.

Nous avons mis en place un dispositif collectif car nous faisons partir des binômes qui ne se connaissaient pas. Cela permet d'avoir des impacts très intéressants.

En matière d'étude d'impact, France Volontaires produit une évaluation dans laquelle l'avis des jeunes est bien pris en compte. Le questionnaire qui est distribué donne une place importante à la partie qualitative sur l'impact sur la citoyenneté, sur l'avis personnel des jeunes, sur la formation, les compétences.

La plupart des jeunes qui partent reviennent avec une maturité avérée. Beaucoup de jeunes ont envie de repartir à l'étranger, ceux qui étaient déscolarisés reprennent leurs études.

On peut conclure qu'au niveau de la mobilité internationale, il y a un impact efficace et positif sur les parcours de vie des jeunes.

### **Lucie Morillon :**

Je donne la parole à Agoda Edem, Directeur des opérations de l'ANVT (Association Nationale du Volontariat Togolais). Cela nous permettra d'élargir le panel et de partager l'expérience de la mobilité des jeunes au Togo.

### **Agoda Edem, Directeur des opérations de l'Agence Nationale du Volontariat Togolais (ANVT) :**

L'ANVT s'est engagée dans le volontariat international et envoie des Togolais à l'étranger. Notre structure avait l'appui de France Volontaires qui a permis de mettre en lien des structures d'accueil françaises proposant des missions. L'Agence a organisé des recrutements. Dans le cas de ce partenariat, l'Agence avait à sa charge la mobilité des jeunes (billet d'avion, assurance, etc.). France Volontaires nous a vraiment facilité les démarches et a permis aux volontaires de bien préparer cette aventure.

Les jeunes reviennent changés avec de nouvelles perspectives de vie, de nouvelles visions de l'autre. C'est un investissement qui, même s'il n'est pas quantifiable, est très utile.

Un exemple m'a marqué : il s'agit d'un jeune qui a effectué un volontariat en France, travaillant dans un foyer de personnes âgées où personne ne connaissait le Togo. Cela a permis au jeune togolais de parler avec eux de son pays. De retour au Togo, il a pu partager tout ce qu'il avait fait et vécu en France. Il a lancé un mouvement connu au Togo, « #ecojogging », qui correspond au fait de courir en ramassant les débris. Les mobilités des jeunes poussent à produire de telles initiatives.

### **Lucie Morillon :**

Célia, Lou, avez-vous l'impression que vous étiez dans une démarche s'inscrivant dans le rayonnement de la France à l'étranger ?

### **Célia Ruiz, France Volontaires :**

Oui, je pense que nous étions dans un partage des cultures. Nous avons voulu apprendre d'eux et ils ont voulu apprendre de nous. Nous avons des représentations de l'Amérique latine et eux de la France. Je ne pense pas que l'on se sente plus français en revenant, mais nous avons une autre vision de nous-mêmes, d'où nous venons, de tout ce que nous avons ici, chez nous, et ce qu'ils n'ont pas.

### **Lou Maijout, France Volontaires :**

Il y a un certain nombre de clichés sur les Français ; nous avons pu prouver, par exemple, qu'il n'y a pas que Paris en France. Nous avons pu partager beaucoup de choses. Il y a une dimension interculturelle très forte qui a pris le dessus sur toute notre expérience.

### **Catherine Granel, Directrice de la coopération décentralisée, Communauté d'agglomération du centre de la Martinique**

Après votre retour en France, avez-vous eu l'impression que ce que vous avez vécu a pu susciter des vocations pour d'autres jeunes ?

### **Lou Maijout, France Volontaires :**

Oui, en effet : le fait d'avoir communiqué avec les jeunes en France nous a permis de réaliser qu'il n'y a pas de profil-type nécessaire pour partir à l'étranger. Tout le monde y a accès, c'est la motivation qui nous guide. Nous avons eu l'occasion de transmettre notre envie de s'impliquer pour un autre pays, quitter notre confort. Nous avons pu montrer aux personnes qu'il fallait arrêter de se mettre des barrières. J'ai eu des retours de jeunes qui sont à présent motivés à partir, alors qu'ils n'y avaient pas pensé dans un premier temps.

### **Lucie Morillon :**

Je vais passer la parole à Léonore Moncond'Huy, Conseillère régionale de la Région Nouvelle Aquitaine. Avec l'appui de l'appel à projets Jeunesse du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, la Région a soutenu la mise en place d'un grand nombre de

services civiques. Pouvez-vous nous expliquer comment cela fonctionne en termes de partenariats, de synergies, dans la nouvelle Région ?

**Léonore Moncond'Huy, Conseillère régionale déléguée à la Vie associative et au Service civique, Région Nouvelle Aquitaine :**

La Région Nouvelle Aquitaine est une collectivité qui a souhaité se saisir des dispositifs jeunesse pour faire vivre la coopération décentralisée. Deux de nos projets ont été retenus dans le cadre des appels à projet Jeunesse II et III du MEAE.

Le « Projet Sésame » est un projet terminé et évalué : il a permis à 12 jeunes de vivre un projet en réciprocité. 6 jeunes sont partis, mais 6 jeunes de différents pays sont venus pendant que les autres étaient à l'étranger. Les pays d'échanges étaient : Madagascar, le Sénégal, la Roumanie, le Mali et le Burkina Faso. La Région Nouvelle Aquitaine travaille avec les collectivités partenaires sur le terrain et puis avec l'association locale « Couleurs du Monde ». Ce partenariat équilibré a contribué au succès de ce projet.

Le deuxième projet est un projet encore en cours, en partenariat avec une collectivité malgache. Le Service civique est un dispositif français mais ce dernier a aussi été ouvert aux jeunes étrangers. Ce projet reprend ce principe d'échanges de volontaires en réciprocité, mais permet également de l'élargir au VSI, aux apprentis et aux stagiaires de la formation professionnelle. Ils partent notamment soutenir un centre de formation agricole à Madagascar. Il y a aussi des jeunes de La Réunion qui sont mobilisés, cela permet aussi de créer des échanges entre collectivités françaises et leurs homologues étrangers.

C'est très valorisant de porter ce type d'actions et de montrer que les jeunes de la région sont prêts à partir à l'international. Au-delà des succès individuels, ces projets construisent des ponts entre les collectivités, mais aussi entre les structures qui accueillent les jeunes. La Région permet de créer des liens entre les pays partenaires, mais aussi un réseau d'acteurs jeunesse dans le monde entier.

**Lucie Morillon :**

Je vais passer la parole à Cédric le Bris, Directeur délégué d'« Yvelines coopération internationale et au développement », groupement d'intérêt public, fondé en 2015 à l'initiative du Département des Yvelines. Pouvez-vous nous décrire dans quels projets « Yvelines coopération internationale et développement » est intégré, et qu'est-ce que la mobilité des jeunes peut apporter à la solidarité internationale ?

**Cédric le Bris, Directeur délégué, « Yvelines coopération internationale et au développement » :**

Lorsque nous avons fondé notre structure, nous étions centrés sur le développement avec notre diaspora sur le territoire d'intervention, nous étions totalement tournés vers l'étranger. Quelques années après, plusieurs élus nous ont posé la question de la légitimité de ce modèle de développement vis-à-vis des Yvelinois. Nous avons travaillé avec les services de l'action sociale, d'abord avec des chantiers d'insertion que nous avons délocalisés à l'étranger. Puis nous avons monté des chantiers jeunesse. Les services de l'action sociale nous ont fait part des retours positifs sur l'insertion des adultes en très grande difficulté. Pour les jeunes également, plusieurs ont repris leur scolarité. Des

retombées positives directes sur le territoire nous ont donc permis de justifier auprès des élus pourquoi le Département effectuait l'action internationale.

Notre action a évolué au fur et à mesure ; nous nous sommes posés différentes questions comme, par exemple, la transmission du témoin lors des projets jeunesse à l'international ; la pérennité des associations vieillissantes, etc. L'Afrique est le continent du 21<sup>ème</sup> siècle, surtout sur le plan économique ; la France a donc une place à conforter, et nous nous sommes demandés comment nous pouvons créer un lien entre nos jeunes et l'Afrique.

Tout cela nous a amené à mettre en place un certain nombre d'outils. Nous avons des ateliers d'éveil à la solidarité internationale. Ces ateliers ont lieu dans les temps périscolaires ou dans les centres de loisirs. Nous participons à la campagne « Un cahier, un crayon » qui permet aux jeunes de se familiariser avec l'environnement international. Il faut aussi savoir comment rentrer en contact avec l'étranger. Nous finançons des stages dans les entreprises. Nous travaillons avec « Bibliothèque sans frontières » pour mettre en place un outil de communication qui renforcera nos liens avec l'étranger, voire les jumelages. Dans nos différents projets, nous essayons de transmettre aux jeunes un métier qu'ils pourront valoriser.

Nous avons aussi une gamme d'actions à l'étranger, nous distribuons des bourses aux jeunes qui ont fini leurs études, qui ont des projets professionnels.

### **Lucie Morillon :**

Bruno de Reviere, F3E, va nous rejoindre pour nous présenter un outil « *Evaluer l'impact de l'action internationale des jeunes en volontariat dans l'action extérieure des collectivités territoriales* ». Ce guide a été élaboré avec France Volontaires.

### **Bruno de Reviere, Coordinateur du pôle Développement, F3E :**

Nous avons lancé cet outil en février dernier ; c'est une co-production avec les collectivités territoriales, CUF, des réseaux régionaux multiacteurs, etc. Un certain nombre d'études existent déjà sur la mobilité des jeunes, ce sont souvent des travaux très lourds. Néanmoins, nous avons voulu produire un ouvrage facilement accessible pour les collectivités territoriales.

Nous avons identifié 3 domaines sur lequel doit porter ce travail évaluatif : les jeunes (apports de compétences, citoyenneté internationale, etc.), l'utilité de volontariat pour les collectivités (pratiques des agents, politiques publiques, etc.) et/ou pour le territoire (internationalisation du territoire, la cohésion sociale, etc.).

Un grand nombre de questions se posent pour ces trois thématiques. Quant aux collectivités, la question générale est de savoir si le projet permet le renforcement de la transversalité entre les services.

Nous fournissons aussi quelques conseils concernant l'utilisation de l'outil ou pour monter les projets afin que les collectivités puissent le tester et pour que, par la suite, nous l'adaptions à vos attentes. Vous êtes toutes et tous invités à y contribuer.

## Débat avec la salle :

### Intervenant de la salle (n°1) :

Je voulais demander à Monsieur Le Bris comment ont été reçus vos projets en termes financier ? Le premier frein actuellement est –malheureusement- le financement, et je voulais avoir votre retour d'expérience.

### Cédric le Bris :

Nous sommes une collectivité qui a donné des moyens très significatifs à la politique d'aide au développement. Le budget correspond à 1 euro /par habitant/par an. C'est pourquoi il était important pour nous de savoir comment les élus percevaient cette politique. Nous avons dû arbitrer entre les dépenses à l'étranger et les dépenses locales. Le budget stable est important pour les Yvelines, nous avons une grande chance de l'avoir.

### Lisa Bonnet, Chargée de mission, Direction pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) du MEAE :

Je voulais vous informer que le MEAE a lancé sa troisième édition d'appel à projets (AAP) en soutien aux projets de coopération décentralisée portant sur la mobilité internationale et la formation professionnelle des jeunes. Son objectif est d'encourager toutes les collectivités territoriales à se lancer dans le domaine de l'internationalisation de la jeunesse. La quatrième édition sera ouverte du 30 décembre 2017 au 30 mars 2018 ; je vous invite, dès à présent, à consulter le règlement qui est disponible sur notre site. Nos partenaires et nous-même sommes disponibles pour vous appuyer dans le montage de vos dossiers.

Le MEAE continue à soutenir les collectivités dans cette démarche car nous voulons synchroniser les politiques jeunesse avec les politiques internationales. L'action internationale n'est pas un acquis, il faut donc faire vivre ces actions par les jeunes. L'expérience du Togo était très parlante à ce sujet.

### Léonore Moncond'Huy, Conseillère régionale déléguée à la Vie associative et au Service civique, Région Nouvelle Aquitaine :

Il est très difficile d'obtenir des cofinancements dans le domaine du volontariat et du service civique à l'international et les appels à projets du MEAE sont indispensables. Mais d'autres leviers doivent aussi être activés afin d'avoir des financements.

Les associations demandent souvent un soutien complémentaire pour financer les services civiques. Nous avons mis en place un appel à projet, directement avec la section Jeunesse, qui liste un certain nombre d'éléments prioritaires avec des bonus en fonction des critères.

### Fabienne Gimon, Directrice adjointe de la mission locale de la Saintonge, Saintes, Charentes Maritimes :

Si nous n'avons pas les collectivités avec nous, nous ne pourrions pas monter des projets de qualité. Nous avons beaucoup de structures, hors missions locales, qui peuvent être partenaires. C'est la force des territoires.



**Nathalie Cos, Communauté urbaine de Dunkerque :**

Nous parlons ici de réciprocité ; y a-t-il un regard croisé entre les jeunes qui sont venus sur notre territoire et ceux qui sont partis ? Pouvons-nous confronter les expériences vécues ?

Au niveau de la Communauté urbaine de Dunkerque, nous avons lancé un appel à projet pour la mobilité des jeunes qui permettra aux associations du territoire de développer une dimension ‘mobilité des jeunes’ dans les projets que nous finançons nous-mêmes.

**Léonore Moncond’Huy :**

Sur la réciprocité, notre volonté est bel et bien d’avoir des regards croisés. La temporalité du service civique fait que les jeunes partent à l’étranger pour 5 mois, mais la phase de préparation et de retour est commune. Par exemple, lorsqu’un jeune sénégalais se préparait au départ, le jeune français était déjà dans le pays d’échange et ils se connaissaient vraiment. Il y avait une cohésion dans ce groupe de 12 jeunes.

**Lucie Morillon :**

Lou et Célia, voulez-vous dire un dernier mot concernant vos projets actuels ?

**Célia Ruiz, France Volontaires :**

Je vais retourner en Equateur dans quelques jours. Je pars par mes propres moyens ;, je n’ai pas trouvé de structures sur place qui pourraient m’accueillir après mon service civique, mais je vais aller voir directement si je peux trouver quelque chose.

**Lou Maijout, France Volontaires :**

J’ai repris mes études, je suis à présent à Toulouse, et en accord avec les missions que j’ai effectuées durant mon service civique, je vais me spécialiser en événementiel culturel. Je garde dans un coin de ma tête que je peux travailler en Equateur, et pourquoi ne pas y retourner plus tard.

**Cédric le Bris :**

Nous sommes en train de travailler sur une manifestation sur la jeunesse. Lors de nos recherches bibliographiques, nous nous sommes intéressés au baromètre de l’AFD sur la perception de l’Aide Publique au Développement (APD). Si les jeunes sont parmi les plus favorables à l’APD, cela décroît lors des dernières éditions. Il faut rester vigilant quant à la façon dont nous impliquons nos jeunes dans la solidarité internationale.

**Lucie Morillon :**

Merci à tous pour votre écoute, France Volontaires est à votre disposition pour répondre à toutes vos questions.